

ASSOCIATION MARCEL HICTER POUR LA DÉMOCRATIE CULTURELLE - FMH

LES POLITIQUES CULTURELLES DANS LES PAYS ARABES : ENJEUX ÉMERGENTS, PROFESSIONS ÉMERGENTES, ... 4/4 ACTEURS CULTURELS ÉMERGENTS ET DIVERSITÉ DES POPULA- TIONS

par Milena Dragičević Šešić, membre du Conseil d'Orientation du Diplôme Européen d'Administration de projets culturels organisé par l'association Marcel Hicter

**NOVEMBRE
2010**

LES POLITIQUES CULTURELLES DANS LES PAYS ARABES : ENJEUX ÉMERGENTS, PROFESSIONS ÉMERGENTES, ...

4/4 ACTEURS CULTURELS ÉMERGENTS ET DIVERSITÉ DES POPULATIONS

Par Milena Dragičević Šešić, membre du Conseil d'Orientation du Diplôme Européen d'Administration de projets culturels organisé par l'association Marcel Hicter

Outre les États et les organisations multilatérales, il existe d'autres acteurs importants en matière de développement de politiques culturelles et de gestion culturelle. Les efforts de l'UNESCO visant à ouvrir le débat public sur la question de la diversité culturelle ont été renforcés par des activités du monde associatif agissant comme secteur de résistance non organisé. Cette culture de contestation est particulièrement importante, même si elle concerne généralement des associations et des mouvements issus de minorités ethniques. Des organisations qui luttent pour les droits humains de manière plus générale font encore souvent défaut. A la suite de ces mouvements de résistance, le secteur public, et plus particulièrement au niveau des villes et régions, a dû introduire la notion de diversité culturelle de manière plus « systémique », tant dans leur politique culturelle que dans la vie culturelle. Malgré leur manque d'autonomie, les autorités municipales et régionales disposent d'un réel pouvoir par rapport aux organisations indépendantes, au point d'être en mesure de se réapproprier de bonnes idées provenant du monde associatif, comme, entre autres, des festivals qu'ils soient de groupes folkloriques ethniques ou d'autres.

Le rôle et le niveau de développement du secteur indépendant/civil (ONG) au cours des dix dernières années pourraient également servir d'indicateur majeur de la qualité du développement d'un modèle de politique culturelle dans chacun des pays. Dans la majorité des pays arabes, le terme

« société civile » est nouveau et peu utilisé dans les débats politiques actuels. Cela ne veut pas dire pour autant que la société civile n'existe pas. Tant l'organisation traditionnelle de la vie culturelle (en associations et clubs, en cafés comme espace dédié aux cercles et débats culturels, en quartiers, etc.) que l'arrivée d'une jeune génération d'artistes sur le marché de l'art international ou dans les sphères de la coopération culturelle, témoignent d'une production et diffusion culturelle indépendante et civile (non gouvernementale).

Le nouveau secteur ONG récolte de nombreux commentaires positifs des acteurs culturels, mais également quelques critiques. Selon certains, « les ONG ont tendance à s'intéresser aux problèmes contemporains, à rapprocher différentes villes et à être plus réceptives aux discours régionaux et internationaux dans le domaine de l'art et de la culture (rapport Palestine 3.2) ». Selon d'autres, les ONG sont de plus en plus « occidentalisées » ! Cela est bien évidemment lié au fait que la majorité des organisations indépendantes sont

principalement financées par des organisations internationales et que, pour accéder à ces financements, elles doivent communiquer d'une manière acceptable pour la communauté internationale, leurs partenaires et financeurs. C'est la raison pour laquelle leurs projets sont parfois exprimés d'une façon plus compréhensible pour la communauté internationale que pour leurs propres communautés.

Ces associations culturelles sont devenues de nouveaux acteurs dans l'arène de la politique culturelle. Dans certains cas, lorsqu'il s'agit de questions relatives au patrimoine, le secteur public doit collaborer avec des associations de la société civile (Syrie). Même si les associations et clubs d'artistes, d'écrivains, etc. existaient durant l'époque coloniale, ce n'est qu'aujourd'hui que les nouvelles associations assument la responsabilité d'introduire de nouvelles questions et idées – la responsabilité de mettre des problèmes à l'ordre du jour¹ dans les domaines de la liberté d'expression, des droits des minorités, de l'égalité des sexes et de l'accès à la culture.

Reste que ces ONG ont toujours peu ou pas d'influence sur les principaux enjeux politiques, tels que l'élaboration de lois ou le financement de la culture. Ces pays ne disposent pas encore d'organes indépendants et proches des citoyens ou de plateformes à partir desquelles la société civile peut influencer les politiques culturelles.

Les organisations de la société civile ont été les premières² à introduire la question du genre dans la sphère publique. Elles ont aussi créé des programmes et des projets concrets pour en promouvoir l'égalité³. Les gouvernements leur ont emboîté le pas, souvent à la suite de « pressions » de la part d'organisations internationales comme l'UNESCO. Leurs activités se sont principalement concentrées sur des questions sociales (éducation, emploi, relations familiales⁴). Un nombre limité de projets de genre ont été financés par le biais de mesures et d'instruments de politique culturelle, principalement à la suite de demandes d'informations au sujet de ces efforts, afin d'effectuer des comparaisons internationales et régionales. Les représentants des gouvernements cherchent toujours à montrer que leur pays participe à ce genre d'avancées. Cependant, comme il a clairement été établi dans le profil égyptien, non seulement l'égalité des femmes n'a pas été atteinte dans la pratique, mais elle ne l'est pas non plus dans l'appareil législatif, ce qui est également le cas dans le profil libanais. Dans le même temps, malgré les efforts de certains gouvernements et des ONG pour promouvoir l'égalité, le conservatisme contemporain et la propagation de la culture wahhabite ont aidé au retour du hidjab et du niqab dans le monde arabe.

Dans les strates sociales qui valorisent l'éducation (classe moyenne supérieure urbaine, ne représentant en moyenne que 5% de la population), les femmes ont obtenu de grandes avancées. En Algérie, par exemple, 37% des juges, 50%

des enseignants, 53% des médecins et même 32% des cadres sont des femmes. Au Liban, dans le même groupe social, le nombre d'hommes et de femmes instruits est pratiquement le même (93.1% et 82.2%), ce qui signifie que dans les familles qui respectent l'éducation, il n'y a pas de discrimination hommes-femmes... Reste que la participation des femmes à la vie publique est loin d'être égalitaire dans des pays comme la Jordanie. Elles sont peu nombreuses à travailler dans le secteur des ONG, mais néanmoins davantage que sur le marché de l'emploi. Dans les autres couches sociales, la situation est particulièrement dure, ce qui entraîne une inégalité criante (selon les statistiques de l'UNESCO et de l'UNFPA de 2003, le taux d'analphabétisme parmi les femmes égyptiennes atteignait les 53%, contre 42% pour les hommes au-delà de 15 ans).

Même si, dans le domaine de la culture, les mesures et instruments des politiques culturelles gouvernementales restent sporadiques en la matière, on note cependant de la bonne volonté et de bonnes intentions. Au Maroc, il existe par exemple des prix de créativité pour les femmes dans différentes disciplines artistiques. Depuis quelques années, le poste de ministre de la Culture est régulièrement confié à des femmes⁵. Le prix annuel de fiction arabe (IPAF), lancé par la Emirates Foundation à Abu Dhabi, en partenariat avec la Booker Prize Foundation de Londres, sélectionne en général une seule femme (parmi 6 candidats). De plus, une seule femme fait partie du jury. En 2010, cette unique femme membre du jury, l'Égyptienne Shereen Abou El-Naga, a même démissionné au lendemain de l'annonce de la sélection, accusant le jury d'éviter toute discussion. Cette démission a joué un rôle important dans l'ouverture du débat sur la place des femmes dans les arts et sur le marché de l'art. La difficulté que les femmes arabes éprouvent dans le monde des arts a été résumée comme suit par un participant au débat : « Il se pourrait que les écrivaines arabes soient davantage poussées vers l'écriture 'non provocante' pour pouvoir publier, ce qui peut mener à des compromis et à une écriture médiocre ». (Yousef Awad, doctorant jordanien à l'université de Manchester ⁶)

Le rôle des donateurs étrangers⁷ et plus particulièrement des agences et fondations étrangères peut être considéré comme extrêmement important, les questions de genre ayant fait partie de chaque projet et programme menés dans la région. Le British Council⁸ de Jordanie, qui soutient des spectacles de théâtre interactif, avait mis en avant la problématique du genre, tandis que le projet « Femmes au travail » a encouragé les jeunes femmes à adopter une nouvelle attitude quant au marché de l'emploi s'opposant aux stéréotypes sociaux.

Le rôle des universités, et tout particulièrement des universités publiques, est d'une importance capitale. Elles contribuent de manière significative au développement de politi-

ques et de pratiques culturelles « publiques », au travers de recherches, débats et publications (Jordanie, Syrie). Selon les rapports, ce rôle a été et reste celui des universités. Cependant, le profil libanais insiste sur le rôle non critique de leurs universités.

Dans la Syrie de la première moitié du XXe siècle, les associations, groupes et clubs culturels se sont multipliés, mais c'est l'université, espace public, qui leur a assuré une visibilité. « L'une des premières expositions d'art fut organisée en 1928 à l'université de Damas et un certain nombre d'artistes, photographes et créateurs d'arts appliqués y ont participé (...). L'université a continué d'être un incubateur d'artistes par le biais d'expositions collectives et individuelles » (Syrie, 1.2.). On constate le même phénomène dans toute la région.

Les principaux documents de politiques culturelles dans le monde arabe ne décrivent ni un modèle de politique culturelle, ni des pratiques culturelles. Il semblerait que la question de la gouvernance ne soit pas encore à l'ordre du jour. C'est la raison pour laquelle, dans la majorité des pays concernés, les notions de gestion artistique, de gestion culturelle, d'esprit d'entreprise culturelle, de planification stratégique, d'estimation et d'évaluation ne font pas partie du système étatique. Ces termes sont peu connus et peu utilisés. Ces notions commencent cependant à émerger lentement mais sûrement dans le secteur privé, qui manque toujours d'une véritable gestion de l'art contemporain et d'une connaissance des affaires. Cela ne permet pas encore le redressement des services culturels privés commerciaux en déclin (cinémas⁹, librairies, etc.), ni la prise d'initiative des nouveaux venus (maisons d'édition, multimédia, musique, etc.). Le monde associatif, financé par des donateurs occidentaux¹⁰, a été contraint d'apprendre de nouvelles méthodes de gestion culturelle permettant d'avoir accès aux financements internationaux.

Grâce aux efforts des universités, de « think tanks » et d'ONG souhaitant contribuer à des changements systémiques dans les politiques culturelles, les connaissances en la matière ont commencé à se répandre principalement dans le monde associatif, plutôt que dans le système culturel étatique. L'effort visant à augmenter le niveau de professionnalisme dans le domaine de la culture a été assuré principalement par des organisations internationales et des organes de financement internationaux telles que l'UE, par le biais de la Fondation Anna Lindt et de différents programmes d'aide, le British Council¹¹, le gouvernement français, l'Agence suisse pour le développement et Pro Helvetia, les fondations Soros et Ford, la Fondation européenne de la culture, la Fondation Aga Khan, centrée sur le patrimoine¹² et la GTZ¹³. Ils ont financé des projets de développement et de modernisation, notamment en Syrie, où l'UE développe le projet MAM (modernisation de l'administration municipale) dans six villes,

en partenariat avec le gouvernement syrien.

Parmi les objectifs de ces projets, on retrouve une volonté d'introduire une politique et une gestion culturelles comme facteurs d'amélioration de la gouvernance de l'État, même si les groupes de réflexion existants ou les experts locaux indépendants ne sont que très rarement consultés.

On trouve de bons exemples de partenariats actifs et innovants dans certains grands programmes de développement culturel, tels que celui signé le 17 juillet 2007 entre le gouverneur du Caire, Abdel Azim Wazir, et l'Aga Khan Trust for Culture. « Un programme de partenariat public¹⁴-privé (PPP) historique, reliant le parc Al-Azhar, un futur projet d'Urban Plaza' à l'extrémité nord du parc, et les travaux menés par l'Aga Khan Trust for Culture à Darb al-Ahmar » permettra d'avoir des normes professionnelles plus exigeantes en matière de gestion et de marketing du patrimoine. Par contre, les « utilisateurs » potentiels – associations civiles, petites entreprises privées, etc. – manquaient à l'appel : ceux-là même qui seraient en mesure d'apporter un véritable contenu et un sens à ce genre de projet de développement.

En général, le développement professionnel continu est rarement organisé pour l'organisation culturelle et, dans un monde de changements rapides, cela signifie que les fonctionnaires de l'État seront en retard par rapport aux praticiens en termes de connaissances et compétences. Les cours professionnels ad hoc, souvent organisés à l'initiative d'organisations et de fondations étrangères, sont principalement proposés aux praticiens et des formes plus efficaces d'enseignement (licences et maîtrises dans différents domaines culturels) ne font pas encore partie du système universitaire, même s'il existe quelques initiatives et exemples, de l'Algérie au Liban.

1 Comme le Syria Trust for Development, créé en 2007, actif dans le domaine de l'éducation, du développement rural, de la culture et du patrimoine: « Joue un rôle important dans l'arène culturelle syrienne par le biais de ses projets et échanges internationaux, grâce à ses partenariats étrangers et au soutien de la plupart des institutions publiques et locales ». (Rapport Syrie, 2.4.2, extrait traduit de l'anglais, NDT)

2 L'Association du forum culturel des femmes a secrètement vu le jour en 1936, durant les cours de philosophie d'avant-dernière année à l'école « Tajhiz al-Banat ». Elle organisait des réunions clandestines au domicile des membres, jusqu'à ce qu'elle soit déclarée et reconnue en 1942, sous le mandat français.

3 Notamment les programmes de recherche et de documentation, les campagnes de sensibilisation, les groupes de pression pour l'amendement des lois discriminatoires, etc.

4 C'est le cas de la Tunisie, où le ministère de la Femme et de la Famille a été créé dans les années 1990.

5 La première femme ministre de la Culture en Syrie, Dr. Naja Al-Attar a été nommée dès 1976 (le gouvernement actuel en compte deux, l'une au ministère du Travail et des Affaires sociales et l'autre au ministère de l'Economie). Mme Thuriya Jubran Quayteef (Maroc), en 2010.

6 <http://muslimahmediawatch.org/2010/01/short-list-for-arab-booker-where-are-the-women>, consulté le 20 juin 2010.

7 On peut regrouper les donateurs en plusieurs grandes catégories : agences de développement, centres et instituts culturels nationaux étrangers, fondations étrangères implantées dans la région et fondations étrangères opérant partout dans le monde.

8 Cette institution a également aidé à la création du réseau « opportunités pour tous », destiné aux acteurs souhaitant travailler pour les personnes handicapées.

9 Il convient de remarquer que les cinémas ont été privatisés lorsqu'ils étaient en crise dans le monde entier.

10 « Au cours des dernières années, les ONG consacrées aux arts ont été obligées, par les donateurs étrangers, à effectuer des audits financiers et administratifs externes annuels, en plus des évaluations habituelles des projets et missions ». (Palestine report, extrait traduit de l'anglais, NDT) Cette attitude des donateurs étrangers a permis le développement des capacités des ONG, mais a également attisé le sentiment d'être traité comme des suspects par l'Occident.

11 Le British Institute (Jordanie) a lancé le programme « Gestion culturelle internationale », grâce auquel « une nouvelle génération de gestionnaires culturels » a été formée.

12 The Syrian Citadels Rehabilitation Program; Cairo walls (<http://www.akdn.org/Content/364>, consulté le 3 août 2010).

13 Deutsche Gesellschaft für Technischen Zusammen-

arbeit (« Société allemande pour la coopération technique »)

14 Tout au long de ce texte, nous n'avons utilisé le terme PUBLIC que lorsque nous souhaitions souligner l'importance du rôle d'organisations culturelles et éducatives semi-autonomes agissant de concert avec les pouvoirs locaux et régionaux et influençant par conséquent le débat public autour de certaines questions culturelles ainsi que certaines politiques toujours développées principalement en tant que politiques gouvernementales.